

au parc des Bastions

1^{er} mai

journée revendicative internationale
des travailleuses et travailleurs

jeudi 1^{er} mai

11 h 30 à **La Pierre** – plaine de Plainpalais, commémoration devant le monument du 9 novembre 32, prise de parole de l'Union des syndicats du canton de Genève. Un **apéritif** sera offert;

12 h à **22 h**, restauration et plus de 45 stands d'organisations dans le parc, manèges;

14 h rassemblement au boulevard James-Fazy, ânes pour les enfants;

15 h départ de la manifestation

qui suivra l'itinéraire: boulevard James-Fazy, place des 22 Cantons, rue de Chantepoulet, rue du Mont-Blanc, pont du Mont-Blanc, place du Port, place Longemalle, rues de la Croix d'Or, du Marché, de la Confédération, de la Corraterie, puis place Neuve et finalement parc des Bastions;

16 h **discours unitaire** avec les allocutions de Nicole Malcotti pour le syndicat Action et d'Erica Deuber-Pauli pour le Parti du travail;

16 h 30 musique avec *Dixie Roses*, groupe féminin de jazz; balades pour les enfants sur **les ânes de Bonaventure**, 45 minutes du *Cirquençhène* pour petits et grands.

Comité d'organisation des manifestations du 1^{er} mai,
constitué de l'Union des syndicats du canton de Genève,
Parti du travail, Parti socialiste genevois,
Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs,
Association des commis de Genève, solidaritéS,
Interprofessionnelle des syndicats chrétiens de Genève
et soutenu par l'Association de défense des chômeurs

**surtravail
pour les uns
chômage
pour les autres
NON**

Le refus du chômage

La Suisse compte 220'000 chômeurs. Genève en dénombre 20'000, et même plus, entre 25'000 et 30'000, si l'on ajoute au chiffre de base les demandeurs d'emploi non inscrits au chômage ou les personnes simplement évincées du marché du travail. La vie de centaines de milliers d'habitants de notre pays et de notre canton s'en trouve gravement détériorée. Le chômage produit l'exclusion des individus de la «vie active», il crée de la pauvreté, de la misère matérielle et psychique. Le chômage et ses raisons sont inacceptables.

Crise pour les uns...

En même temps que le chômage s'accroît, le marché des actions suisses des principales entreprises du pays – industries, assurances, banques, commerces, transports – a augmenté de 18% en 1996. Autrement dit, le capital a augmenté de 18%. Au premier trimestre 1997, cette croissance a déjà atteint 14%. Des gains nets pour le capital, non imposés!

Cela veut dire que, du point de vue du capital, l'économie suisse est en excellente santé, que les fusions, les inventions technologiques, la créativité des

entreprises, mais aussi la mise sous pression à l'extrême des travailleuses et des travailleurs, les heures supplémentaires, les cadences accrues, la flexibilisation des horaires, etc. produisent des effets heureux pour les capitaux, qui dégagent des gains de productivité considérables, si bien que les investisseurs, anticipant ces gains, font grimper les actions.

Tout le problème réside dans la question: qui en bénéficie?

La théorie néo-libérale prétend que l'ensemble de la société bénéficiera du «libre-jeu des forces du marché». Les faits, bien sûr, prouvent le contraire. D'abord, le patronat ne paie pas le prix de ses gains de productivité, ni sous forme d'impôts, ni sous forme de taxes destinées à réparer les dégâts de la machine de production, à commencer par les coûts environnementaux.

Ensuite, on assiste à une redistribution massive des revenus, détournés chaque jour davantage, pour rémunérer les capitaux plus que le travail. Nous disons que cette tendance n'est pas une fatalité, que nous devons lutter pour l'inverser. Au surplus, l'Etat doit exercer son rôle redistributeur à travers les prestations sociales des services publics, de plus en plus dégradées et soumises aux «lois du marché».

... profit pour les autres

Le mensonge bourgeois, c'est d'affirmer que l'économie étant en crise, tout le

Retransmission des discours

**sur Radio Zones
93,8 Mz**

infos spéciales 1^{er} mai à 18 h 30
Tél. 329 81 04 Fax 320 49 08

monde doit accepter des sacrifices. En fait, la crise procède de la réorganisation même du système de production par les détenteurs des capitaux. Ce système ne peut «se réorganiser», pour le plus grand profit d'un petit nombre de nantis, qu'à travers le gâchis et les souffrances d'une crise planétaire.

Le 1er mai est une journée internationale de lutte. Elle a été créée en 1872 à Chicago pour conquérir le dimanche férié. Le patronat a hurlé. Au début du XXe siècle, l'horaire moyen de travail en Suisse était de 78 heures par semaine. Les syndicats ont voulu diminuer le temps de travail, le patronat a encore hurlé.

A chaque fois, il hurle, en affirmant que c'est techniquement impossible, que l'économie va s'effondrer. Or, nous nous battons parce que nous voulons une organisation de l'économie sans exploitation de ceux qui travaillent par ceux qui détiennent les capitaux.

Pour cela, le salaire versé doit être conforme à la productivité de la force de travail. Et si la productivité s'accroît, le temps du travail peut être partagé sans diminution du pouvoir d'achat pour assurer à tous et à toute un emploi rémunéré.

C'est la raison pour laquelle nous soutenons le Référendum contre l'Arrêté fédéral urgent sur le financement de l'assurance chômage adoptée en 1996, qui prévoit la diminution des indemnités de chômage.

La solidarité entre travailleurs en emploi et chômeurs ne répond pas seulement à une exigence de justice abstraite, elle est indispensable si nous voulons faire front contre la droite patronale, qui fait de la baisse des indemnités de chômage une arme dans la machine de guerre qu'elle met en place pour faire baisser tous les salaires.

C'est aussi la raison pour laquelle nous devons réinventer la démocratie dans un domaine qui nous touche toutes et tous: celui de l'économie.

Redistribuer le travail

Depuis plus de vingt ans, des théories visionnaires sont à l'œuvre. Le chômage de masse structurel menace le minimum de cohésion sociale qu'a su bâtir l'Etat-providence dans les années d'après-guerre. Il équivaut à une privation de leur citoyenneté pour celles et ceux qui en sont les victimes. C'est pourquoi il faut prendre le problème à sa racine, en procédant à la réappropriation citoyenne de la sphère du social indûment accaparée par l'«économie»: puisque cette «économie» peut produire toujours davantage avec moins d'investissement humain, il faut redistribuer le

en septembre

votez NON

à la dégradation
de la loi sur l'assurance-chômage !

travail socialement disponible, en libérant ainsi, pour chacun, du temps convivial et autonome, et réorganiser l'économie autour de cet impératif catégorique. C'est ainsi qu'une révolution apparaît nécessaire dans l'usage du temps, faute de quoi, privées de repères, les démocraties s'enfonceront dans l'exclusion et le désespoir.

L'exercice des droits individuels n'est possible que dans une société qui détermine et organise elle-même son destin en fonction de l'intérêt public prépondérant ou, comme on disait autrefois, du «bien public». Quiconque vénère le marché comme une puissance supérieure et une prédétermination renonce à cette liberté. La notion même de bien public est la garantie qu'il y ait liberté individuelle.

Traditionnellement, l'économie se voyait assigner comme but d'assurer la reproduction de la force de travail et du capital, ainsi que la rémunération du travail. Désormais, il faut lui impartir une mission supplémentaire: produire de l'utilité sociale. C'est elle qui permettra d'intégrer chaque personne dans la communauté.

Erica Deuber-Pauli
Présidente du Parti du travail
Députée au Grand Conseil

nouvelle loi sur l'égalité ...
... nouvelles protections

femmes au travail

permanence syndicale: renseignements, conseils pratiques et soutien au

tél. 0800 827 927

(appel gratuit)

marches européennes

**dans toute l'Europe, marchons
contre le chômage, la précarité
et les exclusions !**

C'est pour qu'une autre voie se dessine, pour une Europe où tous et toutes aient leur place, grâce au maintien de la protection sociale, aux créations d'emplois, à la réduction du temps de travail, à des mesures radicales contre le chômage et toutes les exclusions que des associations et des syndicats appellent à une mobilisation de grande ampleur, à des marches qui traversent l'Europe d'avril à juin 1997...

dates importantes pour la Suisse

- 23.04 11 h 30, manifestation devant l'OMC, à la place Albert-Thomas
18 h, rond Point de Rive, manifestation
- 24.04 16 h, visite des ateliers d'occupations temporaires créées par la CGAS à la rue de Lyon 112
19 h, à l'Université populaire albanaise, repas suivi d'un débat
- 25.04 départ des marcheurs pour Lausanne (adresse de contact: Comité de coordination des marches, c/o SLP, Terreaux-du-Temple 6, 1201 Genève, 022/ 731 56 66)
- 01.05 dès 12h, à Genève, stand aux Bastions
- 10.05 13 h manifestation à Bâle, Voltamatte (Voltaplatz tram 1)

